



CGT Educ'Action Nord
Syndicat Départemental de l'Éducation Nationale CGT
Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture (FERC-CGT)
Rue Geoffroy Saint-Hilaire - 59042 LILLE Cedex

Communiqué

La CGT Educ'Action Nord condamne l'expulsion des sans papiers de la Bourse de Travail de Paris organisée ce mercredi 24 juin par l'UD CGT 75.

En aucun cas des structures de notre CGT ne doivent avoir recours à des pratiques « policières » à l'encontre de travailleurs, notamment lorsque ceux-ci sont précaires parmi les précaires, c'est-à-dire sans papiers et a fortiori lorsqu'il s'agit de femmes et d'enfants.

Cette action commando risque de coûter cher à toute la CGT et donc à l'ensemble des travailleurs.

L'une des revendications portées par le 48^{ème} Congrès confédéral est parfaitement claire et progressiste : la régularisation de tous les sans papiers, sans exclusive, qu'il s'agisse de femmes, d'hommes, d'enfants, de salariés organisés ou isolés ou privés d'emploi.

Les sans papiers expulsés de la Bourse du Travail étaient tous des travailleurs isolés, placés de fait dans l'incapacité de créer dans leurs entreprises un rapport de force par la grève ; ils avaient donc d'autant plus besoin du soutien de la CGT pour obtenir une régularisation sur les mêmes bases que leurs camarades régularisés depuis le début du mouvement. Or ils ont eu le sentiment d'avoir été laissés de côté, ce qui les a conduits à s'installer à la Bourse du Travail.

Il s'agit maintenant de trouver les voies et moyens de sortir par le haut de cette situation, et en premier lieu parce qu'en ce moment des femmes et des enfants, notamment, sont à la rue. **La CGT doit contribuer à réinstaller la visibilité collective des expulsés afin qu'ils poursuivent leur lutte pour la dignité par la régularisation.** C'est une urgence à la fois pour créer les conditions de cette régularisation de tous les sans papiers mais également pour permettre de réunir l'ensemble des travailleurs (avec ou sans papiers, isolés ou non) dans la lutte commune qu'ils ont à mener contre les exploités et les diviseurs du MEDEF et de l'UMP.

La Commission Exécutive, le 26 juin 2009

